Domaine Public

DP

JAA
1002 Lausanne

9 février 1995 - n° 1201
Hebdomadaire romand
Trente-deuxième année

Ces élections qui tétanisent

Si la dernière session des Chambres fédérales fut extraordinaire, c'est exclusivement du fait que les députés se sont réunis en dehors d'une période fixée par la loi. Et aussi peut-être parce que le parlement – et plus particulièrement le Conseil national – a réalisé à cette occasion une véritable démonstration d'impuissance.

Le troisième programme d'assainissement des finances fédérales, qui justifiait pourtant cette session supplémentaire, a été réduit à sa plus simple expression: opposition à des recettes nouvelles et à toute une série de mesures d'économies au nom de l'intérêt bien compris des clientèles respectives des partis et des groupes de pression.

Quant à la réforme du gouvernement, elle a chuté sous les efforts conjugués des partisans d'un exécutif faible et des maximalistes qui aspirent à des changements plus radicaux. Le tout sur fond de menace référendaire.

La clairvoyance et la fermeté ne font pourtant pas défaut lorsqu'il s'agit de claironner la nécessité et l'urgence des réformes. Mais au moment de conclure, les députés sont comme tétanisés par leur propre audace, ou par l'ampleur de la tâche, effrayés par l'ombre portée des élections prochaines: surtout mécontenter le moins de monde possible. D'où le profil bas adopté par les partis gouvernementaux.

L'attitude est particulièrement visible à propos du dossier européen où, prétextant les négociations bilatérales en cours, radicaux et démocrates-chrétiens s'inscrivent aux abonnés absents, alors qu'en contrepoint les socialistes trépignent et proposent des échéances irréalistes. Mais sur le front des réformes indispensables au balisage du cheminement européen de la Suisse, personne, silence radio. Pas de débats, pas de campagnes d'explication sur les dossiers actuellement discutés à Bruxelles, sur l'isolement de la Suisse et ses effets néfastes, économiques et politiques. La leçon du 6 décembre 1992 semble être déjà oubliée.

A ce jeu qui consiste à retarder les échéances difficiles et à limer les arêtes des programmes politiques, au point que ces derniers en deviennent soporifiques, il n'est pas sûr que les partis

gouvernementaux sortent gagnants. Des formations qui revendiquent les responsabilités étatiques, les citoyennes et les citoyens attendent des résultats et des perspectives d'avenir. A défaut, une partie d'entre eux se laissera séduire par les réponses simplistes des extrémistes, habiles à profiter du mécontentement.

Concertation, occupation du terrain, solutions pragmatiques, l'exemple de la politique de la drogue montre la voie à suivre. Lors que socialistes, radicaux et démocrates-chrétiens renoncent aux effets de manche et négocient pour faire face à l'urgence, ils trouvent un terrain d'entente. Lorsque la Confédération et Zurich se rencontrent, des solutions s'esquissent, les choses bougent et le terrain est efficacement disputé aux populistes qui parlent haut mais n'ont rien de concret à proposer.

Pourquoi pas la même démarche pour résoudre la crise des finances fédérales ou réformer l'assurance-chômage? Dans le premier cas, le Conseil fédéral bricole des programmes d'économies sans s'assurer du soutien des partis gouvernementaux, avec le résultat que l'on sait. Dans le second cas, le législateur fédéral endosse un accord entre les partenaires sociaux, mais oublie les cantons, sur lesquels pourtant va porter le poids financier de la réforme: vent de fronde au Conseil des Etats. On peut multiplier les exemples.

Les problèmes sont aujourd'hui trop complexes, les intérêts en présence trop nombreux, les enjeux trop importants pour laisser au parlement, en plénum, le soin de trouver des solutions adéquates. La dernière session l'a amplement démontré. Dans un régime de démocratie directe, où les formations politiques marginales sont constamment à l'affût d'un succès populaire, seuls des projets sérieusement négociés, puis fermement soutenus par le Conseil fédéral et les partis gouvernementaux peuvent encore passer la rampe. C'est la volonté de se battre et de vaincre qui attestera, aux yeux du corps électoral, le sens des responsabilités des autorités et des partis, et non pas le gros dos qui attend que passe l'orage. JD

Le mauvais calcul du Conseil des Etats

Dans la lente élaboration de l'assurance-chômage, le Conseil national avait innové en généralisant pour tous les mesures de réinsertion. Le Conseil des Etats les limite aux jeunes, jusqu'à 25 ans. Sous couvert de réalisme, c'est une régression.

REPÈRES

Dans l'élaboration de la loi sur l'assurance-chômage, qui est l'objet d'une navette entre les deux Chambres, le Conseil national avait fait preuve d'une véritable initiative de législateur: il avait donné forme à un accord entre les partenaires sociaux et généralisé les mesures de réinsertion.

Il aurait fallu trouver et créer selon ce schéma 67 000 occupations. Par exemple, selon ce modèle, 11 500 à Zurich, 7500 à Berne, 9400 dans le Canton de Vaud.

L'organisation sérieuse de telles activités en si grand nombre a été jugée irréaliste par le Conseil des Etats. Ou alors, épouvantail, ce serait créer une zone étatique d'économie grise. Les postes de réinsertion seront donc limités à 15 000. Il y a donc divergence entre les deux Chambres.

L'enjeu, en fin de compte, c'est la signification de l'accord, réalisé au sommet, entre les partenaires sociaux. Sont-ils en mesure d'engager leurs adhérents et d'innover concrètement?

(ag) La divergence surgie entre les deux Chambres pose la question de la nature de la crise. Est-elle ordinaire? Dans ce cas, la croissance annoncée résorbera le chômage, à l'exception du chômage le plus lourd, celui des travailleurs âgés ou sans qualification ou réfractaires à une intégration. Est-elle extraordinaire et durable? Alors la croissance laissera subsister un socle important de chômage. Et il faut en conséquence imaginer une organisation du travail qui engage non seulement l'Etat mais aussi les partenaires sociaux.

Le Conseil des Etats a choisi la première interprétation. Comment les grands cantons pourraient-ils créer 10 000 places d'occupation? Ou alors il y aurait tromperie sur la marchandise. Ce seraient des postes trompe-l'œil, des formations alibi, des occupations démotivantes. Ces remarques sont pertinentes tant qu'on en reste au système actuel où des offices du travail débordés s'efforcent, difficilement, de répondre aux besoins. Chacun reconnaît que des compléments de formation ne sont efficaces que s'ils sont désirés par celui qui en bénéficie. Il est évident aussi que les travaux qui consistent à faire quelque chose pour être occupé à tout prix, nettoyage de forêt, déplacement de livres sur les rayons d'une bibliothèque ne répondent pas au but et ne sont pas multipliables à l'infini.

Mais, autre hypothèse, celle d'une mutation en profondeur de la société: si le chômage devait être persistant à un niveau élevé, les responsabilités sociales auraient à s'organiser sur d'autres bases. Celles des entreprises d'abord. On sait bien que leur rôle premier est d'être efficaces et innovantes. On n'ignore pas que beaucoup consacrent temps et argent au perfectionnement de leur personnel. Certaines aussi, pas toutes hélas, forment des apprentis.

Mais ces efforts sont insuffisants dans la conjoncture nouvelle. La rationalisation qui touche tous les secteurs revient à externaliser des coûts sur l'ensemble de la société. La responsabilité de l'entreprise, c'est dès lors d'empêcher que se constitue une catégorie d'exclus. L'équilibre social est chose fragile. S'il devait être bouleversé, ce serait au détriment de l'économie dans son ensemble.

Serge Gaillard, de l'Union syndicale, a calculé, avec pertinence, que les postes recherchés pourraient être pour un quart de formation authentique, pour un quart de stages

temporaires dans l'administration, pour un quart dans les entreprises privées, et enfin un quart de travaux d'occupation au sens plus traditionnel.

Mais un tel modèle implique que les partenaires sociaux soient réellement impliqués. Or l'accord réalisé au sommet, et qui a inspiré le Conseil national, n'a pas jusqu'ici été relayé au niveau des fédérations syndicales et patronales.

Le Conseil national reprendra en juin l'examen de la loi. La commission entendra à coup sûr à nouveau les partenaires sociaux qui lui ont inspiré son projet de loi. Pour que, après la contestation du Conseil des Etats, ils puissent défendre de manière crédible «leur» modèle, il sera nécessaire qu'ils fassent la preuve par l'acte, c'est-à-dire annoncer ou promettre des accords de partenariat qui garantiraient sur le terrain l'application sérieuse des dispositions de la nouvelle loi. Il y va aussi de leur crédibilité. ■

MÉDIAS

Le *Magazin*, édité en commun par le *Tages Anzeiger* et la *Berner Zeitung*, fête cette année son vingt-cinquième anniversaire. C'était, lors du lancement, le premier magazine de ce genre sur le continent européen. Le *Sunday Times Magazine* avait donné l'idée. Depuis, elle s'est implantée dans plusieurs pays.

Fusion à l'ouest de Lausanne. Le *Journal et feuille d'Avis de Bussigny* (hebdomadaire) se fond dans le *Journal de Morges* (bihebdomadaire). Autrefois, on disait Bussigny-sur-Morges. On dit maintenant Bussigny-près-Lausanne, mais les vieux liens dictés par la géographie administrative subsistent.

A la manière de la maison mère, l'émission de télévision *Format NZZ* vient de produire un programme de très haut niveau sur la relance du rail grâce aux trains à grande vitesse. A noter que la gare futuriste de Satolas, près Lyon, est l'œuvre de Calatravas qui a ainsi fait évoluer les idées qu'il avait mises en œuvre pour la gare de Zurich-Stadelhofen.

Le droit suisse s'adapte en catimini

Quelle différence y a-t-il entre un tube de médicaments et la consommation d'essence de votre voiture? C'est simple: il n'est pas prévu pour l'instant que les normes européennes s'appliquent en Suisse aux produits des industries pharmaceutiques; elles régiront, par contre, la distance qu'un véhicule à moteur pourra parcourir avec un nombre donné de litres de carburant.

(pi) Il n'y a pas si longtemps, avant que Jacques Delors ne lâche la petite phrase qui allait aboutir à l'Espace économique européen, la Suisse avait à l'égard de l'Union européenne une attitude censée préserver le plus longtemps possible son autonomie: il fallait être eurocompatible pour ne pas avoir à adhérer...

Ce credo n'a pas duré, mais il est en train de revenir d'actualité. Les normes européennes s'imposent de plus en plus à nous. Et pas seulement dans les usines ou les entreprises vouées à l'exportation, mais aussi dans notre ordre juridique.

Accepter des règles sans participer à leur élaboration

La procédure de consultation concernant une modification des ordonnances réglant l'admission des véhicules et des personnes à la circulation routière n'est pas encore terminée que le Conseil fédéral projette d'adopter des normes de consommation d'essence. Dans les deux cas, il s'agit de nous adapter aux directives de l'Union européenne, qui règlent ces domaines dans le détail. Ce qui ne va pas sans poser quelques problèmes. Il est ainsi fait directement allusion au droit européen dans les ordonnances suisses... Mais nos étagères, habituées à recevoir les recueils fédéraux, risquent d'être surchargées s'il faut y adjoindre les classeurs en provenance de Bruxelles. Et nous devons parfois abandonner des spécificités sans avoir pu défendre notre point de vue, comme sur la longueur des véhicules de plus de deux essieux où la Suisse, pourtant sévère en matière de poids, admet un mètre de plus que ses voisins...

L'exemple des camions

Alors, pour sauver les apparences, les rédacteurs de lois et d'ordonnances recopient dans le droit suisse les directives européennes, les adaptent un tant soit peu, maintiennent ici ou là quelques petites différences sans conséquence. Si les juges étrangers ne nous sont pas imposés, nous n'en sommes pas moins dans des domaines régis par le droit et la jurisprudence européens.

L'avenir confirmera prochainement que la Suisse, dans ce domaine, n'a plus sa souveraineté: la largeur des camions, qui est pas-

sée avec tant de difficultés en Suisse de 2,30 mètres à 2,50 mètres, sera bientôt augmentée encore de cinq centimètres (avant que les 2,60 mètres déjà admis pour les véhicules frigorifiques ne soient généralisés). Et malgré les bombements de torse helvétiques, Bruxelles et Berne ont déjà admis que les jours des 28 tonnes sont comptés.

Il n'est pas étonnant que l'eurocompatibilité suisse se manifeste dans la libre circulation des véhicules plutôt que dans celle des travailleurs: c'est un domaine essentiellement technique (ce qui n'exclut pas, on le sait, l'usage des droits populaires!), qui ne contrarie aucune industrie nationale.

Souveraineté symbolique

Mais on voit aussi le ridicule de normes spécifiques dans d'autres secteurs. Par exemple, l'Union européenne a mis sur pied une Agence de contrôle des médicaments, tant pour faciliter les procédures d'homologation à l'intérieur de l'Union que pour faire contrepoids à la DEA, la puissante agence américaine. Et d'ici quelques années, seules les spécialités nationales et les médicaments à usage local seront encore du ressort des Etats, l'agence européenne statuant pour tout le reste. Ses décisions, bien sûr, s'imposeront à tous les fabricants et à tous les pays membres. On se demande dans ce contexte si la procédure suisse, respectueuse des compétences cantonales en matière de santé, n'est pas une vaine manifestation de sa souveraineté. Et si celle-ci ne serait pas mieux défendue par une participation active à l'agence européenne. Bruxelles se cache dans le détail... alors autant être à Bruxelles pour donner son avis.

Il est judicieux, par simple mesure d'économie, de ne pas vouloir à tout prix faire une loi suisse si un texte européen convient. Un peu à l'image du Jura qui applique sur son territoire les décisions de la commission genevoise fixant les âges d'entrée dans les cinémas. A la différence toutefois que Delémont garde la faculté de réglementer seul ses écrans, alors que nombre de décisions bruxelloises s'imposent à Berne. Combien devrions-nous intercaler de classeurs bleus parmi les rouges du droit fédéral avant de nous décider à influencer leur contenu ? ■

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédactrice:
Valérie Bory (vb)
Ont également collaboré à ce numéro:
Catherine Dubuis (cd)
Gérard Escher (ge)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Pierre Imhof (pi)
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum: Jean-Pierre Fragnière
Composition et maquette:
Valérie Bory, Murielle Gay-Crosier Marciano,
Françoise Gavillet
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9

L'INVITÉ DE DP

Bordels et bonnes consciences

Le débat est ouvert, les faits couvrent les pages de la presse, on en discute à voix grasse ou basse dans les bistrotts, on s'inquiète dans les chaumières, je ne sais pas ce qui se dit autour des tasses de thé. 1995 marquera-t-elle le retour des «vrais» bordels?

JEAN-PIERRE FRAGNIÈRE

professeur à l'École d'Etudes sociales et pédagogiques, Lausanne.

RÉFÉRENCE

Dominique Puenzieux, Brigitte Ruckstuhl, *Medizin, Moral und Sexualität, Die Bekämpfung der Geschlechtskrankheiten Syphilis und Gonorrhöe in Zürich 1870-1920*, Chronos, 1994, 335 p.

Longtemps, la sexualité est évoquée publiquement, en relation avec la prostitution et les maladies vénériennes. La science s'en empare au milieu du XIX^e siècle: les médecins se penchent sur les aspects cliniques de la sexualité.

Les maladies vénériennes et leurs voies de transmission – les rapports sexuels – sont décrites dès la première moitié du XVI^e siècle. Sous l'influence moralisatrice des Eglises, la syphilis et la gonorrhée sont condamnées comme maladies honteuses, juste punition d'un comportement sexuel dépravé. Vers 1830, on analyse systématiquement les aspects médicaux de ces maladies. Si l'approche médicale a relativisé l'interprétation traditionnelle selon laquelle un syphilitique était un débauché sexuel, la corrélation entre maladies sexuellement transmissibles et «moralité» du mode de vie est redevenue, avec le sida, un thème d'actualité.

Au XIX^e siècle, sous le drapeau «prévenir vaut mieux que guérir» l'hygiène devient le cheval de bataille des responsables de la santé publique. Les succès remportés sur bon nombre de maladies par une amélioration des conditions d'hygiène, dans les villes surtout, prouvent la validité de cette stratégie. Mais pour venir à bout des maladies vénériennes, il ne suffit pas de construire des égouts et d'améliorer les conditions de logement. Les pouvoirs publics sont impuissants devant ces fléaux dont la voie de transmission échappait (et échappe encore) à leur contrôle. A défaut de solutions, on désigne des coupables: les prostituées! Elles sont la cause de tous les maux; il faut les «hygiéniser». Leurs clients estiment avoir droit à une prostituée en bonne santé, contrôlée par l'Etat: une surveillance policière rigoureuse et des examens médicaux réguliers. Les bien-pensants demandent plus: il faut renforcer l'ordre moral et les bonnes mœurs. En 1888, Zurich voit la fondation de deux sociétés de bonnes mœurs, l'Union des femmes zurichoises pour le relèvement de la moralité et une association d'hommes poursuivant le même objectif. Leurs arguments sont d'ailleurs repris, en cette fin de XX^e siècle, dans le contexte des rapports entre la prostitution liée à la consommation de drogues à Zurich et le sida.

Dans la Zurich réformée, c'est une démarche révolutionnaire. Le plus vieux métier du monde est invité à disparaître. Le débat culmine en 1897 à l'occasion des votations sur une initiative qui vise à supprimer les bordels et le proxénétisme. Victoire nette des sociétés de bonnes mœurs. La morale triomphe: les citoyens disent oui à la suppression des bordels. Cette réglementation, encore en vigueur, fait aujourd'hui l'objet d'un nouveau débat.

A la fin du XIX^e siècle, une autre conséquence de ces discussions menées aux niveaux national et international réside dans la prise de conscience du fait que les hommes doivent être placés devant leurs responsabilités. Dans ce contexte, la peur constitue un élément important de la prévention: il faut réprimer toute pulsion sexuelle; une seule faiblesse et c'est la maladie redoutée. On exige un contrôle absolu de la pulsion sexuelle. Les brochures d'information des sociétés de bonnes mœurs véhiculent l'image de l'homme idéal: pur d'esprit, libre de tout désir charnel, d'une moralité à toute épreuve.

Pour ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas souscrire à cet idéal, il n'y a guère de solutions. Les préservatifs, qui existent à l'époque, sont déjà controversés. La contraception ou la prévention des maladies vénériennes au moyen de cet «instrument» n'empêchent pas la pulsion sexuelle, mais seulement ses conséquences possibles, argumente-t-on. En outre, en Suisse, les préservatifs sont chers et difficiles à obtenir, presque uniquement par les petites annonces. C'est seulement dans les années 40, avec la découverte des antibiotiques, que l'on trouve une solution médicale efficace contre la syphilis et la gonorrhée.

Avec le sida, la situation est quasi analogue. A part le préservatif, nous n'avons guère d'autres moyens de prévenir l'infection. La discussion ressemble parfois à celle du siècle passé sur la syphilis et la gonorrhée. On trouve des préservatifs dans toutes les grandes surfaces, ce qui n'empêche pas leur efficacité d'être mise en doute par des groupes d'intérêt qui brandissent la bannière de la continence ou des différents modes de stigmatisation. Corollaire: la discrimination dont font l'objet les femmes et les minorités. Epoque révolue? Non! Et l'on parle de rouvrir les bordels... ■

COURRIER

Urbanisme au féminin

Réponse à l'article de Sylviane Klein paru dans DP 1197 du 12/1/95.

Le rôle que les femmes doivent jouer en matière d'aménagement du territoire fait également partie de nos préoccupations. C'est pourquoi notre office a publié en décembre 1994 une étude portant sur une meilleure collaboration des femmes à l'aménagement local. Le titre de l'étude est le suivant: «Femmes et amé-

COURRIER

Adhésion de la Suisse à l'OMC

REPÈRES

Ministre (ici dans le cadre de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures): titre conféré ad personam, appartenant à la hiérarchie diplomatique. Se situe en-dessous du rang d'ambassadeur.

Un lecteur, négociateur suisse au GATT de 1987 à 1994, donne les précisions suivantes, à la suite de l'édition paru dans DP 1198 du 19.1.1995

Mon expérience de la négociation dans le cadre du Cycle d'Uruguay me montre un clivage impressionnant entre la réalité à la table de négociation – comme dans les échanges internationaux – et les perceptions qu'en donne la doctrine, francophone surtout.

Un débat a eu lieu au Parlement, dans les deux Chambres, durant la session de décembre et si le référendum que s'appête à lancer un groupement aux sensibilités les plus diverses aboutit, une votation – probablement en juin prochain – donnera l'occasion d'étendre ce débat. Or, il ne devrait pas être lancé sur des prémisses erronées:

- Premièrement, le GATT, devenu OMC, ne préconise pas le libre-échange. Il cherche plus modestement à promouvoir une libéralisation progressive pour que l'adaptation des structures se fasse par étapes, naturellement, dans les pays qui n'ont pas mis un frein artificiel à l'évolution des structures. Le GATT permet explicitement la protection à la frontière, mais il en prescrit les modalités (protection sous forme de droits de douane, mais pas de restrictions quantitatives, par exemple). Les accords de libre-échange (Suisse-CE, par exemple) constituent des exceptions au GATT, reconnues à certaines conditions.

- Deuxièmement, le jeu des acteurs les plus forts se déploie bien sûr avec plus de vigueur dans un monde où les règles du jeu ne seraient pas définies, c'est-à-dire sans le GATT. La négociation a déjà montré que les faibles sont aptes à se défendre: une coalition des pays les moins avancés a obtenu dans tous les accords des modalités moins contraignantes pour ses membres.

- Troisièmement, il est intéressant de noter que sur les 81 pays qui ont adhéré à l'OMC jusqu'au 31 décembre 1994, 51 sont des pays en développement. Ils ont fait des concessions durant le Cycle d'Uruguay, certains même pour la première fois depuis 1947, mais ils obtiennent également des améliorations dans l'accès au marché des pays industrialisés (agriculture, textiles, produits tropicaux, etc.). La recherche

d'un équilibre des droits et obligations constitue le mot d'ordre dans cette institution.

- Quatrièmement, les règles renforcées du système commercial multilatéral amènent une plus grande transparence, une plus grande prévisibilité et une plus grande sécurité juridique. Certes, il faut connaître ces règles pour saisir les chances qu'elles offrent aux Etats. A cette fin, le GATT forme des spécialistes issus des pays en développement et des pays en transition du centre et de l'est de l'Europe. La Suisse soutient cette activité indispensable de manière substantielle.

- Cinquièmement, l'évolution de l'économie internationale montre que la production économique rationnelle se trouve facilitée par une libéralisation progressive, alors que l'effort – sur le plan national – visant à ralentir une adaptation des structures (acier, construction navale, agriculture) conduit tôt ou tard à une crise dans ces secteurs. En revanche, il est impératif que les gouvernements se concertent pour développer leur action internationale dans des domaines tels que l'environnement ou les droits sociaux liés au commerce. Vous le dites très justement, non seulement le refus solitaire de la Suisse ne changerait rien à la donne, mais il nous exclurait des travaux si essentiels dans les domaines non encore réglés.

- Sixièmement, l'expérience du GATT 47 montre déjà que les grands acteurs n'ont pas toujours pu s'affranchir des règles communes. Les Etats-Unis, la CE et le Japon ont été à maintes reprises invités à modifier leurs législations non conformes au GATT et ils ont dû s'exécuter. Avec le renforcement des règles et du système de règlement des différends, il sera encore plus difficile d'ignorer ces règles. Il faut pour cela bien sûr que les lésés fassent l'effort de recourir à ces mécanismes.

- Septièmement, le résumé des «Libres leçons» de Braudel que vous nous offrez dans votre texte, avec la nécessité de définir un contrat social pour des échanges économiques équilibrés, reflète exactement l'approche de la libéralisation progressive préconisée par le GATT. En ce qui concerne la négociation dans le cadre du GATT, elle était faite de «patients travaux de maillage et d'édification sociale», par exemple quand la Suisse (et d'autres avec elle) a défendu la multifonctionnalité de l'agriculture ou quand les pays en développement ont demandé – et obtenu – des engagements modulables en matière de services ou de propriété intellectuelle. C'est aussi ce que la Suisse avait fait en lançant les travaux sur le commerce et l'environnement. Puisse-t-elle participer activement à ces travaux en rejoignant l'OMC au plus vite. ■

●●●
nagement: un constat décevant». En outre d'autres travaux ont été menés sur ce thème sous l'égide du Conseil de l'Europe, plus précisément de la Conférence européenne des Ministres responsables de l'aménagement du territoire (CEMAT). ■

Office fédéral de l'aménagement
du territoire:
Le sous-directeur, A. Monney

L. Wasescha
Ministre

Inutile, dangereux et coûteux

RÉFÉRENCE

Médecine et Hygiène, n° 2045, E. Gubéran, G. Arlettaz, E. Spierer: «Faut-il humidifier l'air des locaux?»

(*réd*) La Caisse nationale suisse en cas d'accidents (CNA) préconise de maintenir l'humidité relative de l'air entre 40 et 60% dans les locaux où se trouvent des postes de travail devant un écran d'ordinateur. La recommandation vise à la fois le bien-être de l'utilisateur et la suppression du champ électromagnétique généré par les écrans, champ qui peut provoquer des dépôts de poussières sur le visage induisant des maladies de la peau.

Faux, rétorquent trois chercheurs genevois. Le champ électrostatique des écrans actuels est très faible et une étude épidémiologique a montré que les éruptions au visage ne sont pas plus fréquentes chez les personnes travaillant devant un écran que chez les autres.

Par ailleurs, d'autres études révèlent que l'exposition de sujets en bonne santé à un air sec n'entraîne aucune atteinte aux fonctions respiratoires. En effet le corps humain compense naturellement un déficit d'humidité de l'air inhalé au cours de son trajet jusqu'aux poumons.

Par contre l'humidification artificielle de l'air ambiant est responsable d'affections de nature allergique, notamment par inhalation de micro-organismes.

L'application systématique des directives de la CNA impliquerait une consommation énergétique supplémentaire de l'ordre de 300 millions de mégajoules, soit l'équivalent de 8,3 millions de litres de mazout ou encore la consommation annuelle d'électricité de 25 000 ménages. En pure perte. ■

En bref

Tous les Etats intéressés à la réforme de l'orthographe allemande ont des réunions pour examiner les propositions à l'ordre du jour. La plus récente conférence a eu lieu à Vienne en novembre 1994. Les Etats représentés étaient la Belgique, l'Allemagne fédérale, le Danemark, la France (Alsace), l'Italie (Tyrol du Sud), le Liechtenstein, le Luxembourg, la Roumanie, la Suisse, la Hongrie et l'Autriche. Tout l'espace germanophone collabore à l'évolution de la langue.

Le magazine *Schweizer Woche* a fourni des informations sur l'effectif des groupes de jeunes dans la mouvance des partis. En tête les Jeunes libéraux (radicaux) avec 5000 adhérents, puis les Jeunes de l'UDC (4500), du PDC (2500) et les Juso (jeunes socialistes) (500). Les jeunes Démocrates suisses sont aussi 500 ■

Péter les plombs...

(*fg*) Les lecteurs de *DP* sont des familiers des rubriques sportives de la presse quotidienne. Ils n'auront pas manqué de noter l'évolution du vocabulaire et l'apparition de nouvelles expressions depuis quelques années. Prenons un exemple concret: «Manchester United était en train de mettre le feu à la partie. Malheureusement, Cantona a pété les plombs.»

Si l'on traduit en français ordinaire, on obtient l'approximation suivante: «La vitesse des joueurs de Manchester créait des problèmes à leurs adversaires, qui ne savaient plus où ils en étaient. C'est alors que Cantona perdit tout contrôle, s'en prit à l'arbitre, se fit expulser et agressa un spectateur.»

Mettre le feu à... est une très jolie expression, imagée, immédiatement compréhensible. Son succès est mérité. La fortune de *péter les plombs* est plus étrange. Pendant quelques années, on a pu noter que *disjoncter* était à la mode; c'était un synonyme plutôt rigolo de *perdre les pédales*.

Par contre, on ne peut pas dire que *péter les plombs* soit très élégant. C'est sans doute le raccourci grammatical qui assure le succès de ce type d'expression. Normalement le verbe *péter* n'admet pas de complément d'objet direct comme on disait autrefois: on pète *dans* son froc. C'est le viol de la grammaire, cette transitivité nouvelle qui donne une saveur autre à un verbe à la vulgarité usée. Nous l'avons entendu pour la première fois à la télévision, il y a quelques années lors d'un match de tennis. Le Croate Goran Ivanisevic, le regard halluciné, jetait sa raquette de rage sur le court. Et le commentateur sur un ton résigné: «Ça y est, Goran a encore pété les plombs.»

Par contre, l'utilisation à toutes les sauces de la *pression* commence à devenir un peu pénible. Cette métaphore a surgi il y a une quinzaine d'années. Elle est aujourd'hui au zénith de sa popularité dans les pages sportives. On peut penser qu'elle ne tardera pas à décliner. À force de lire que Tomba *supporte bien la pression*, que X a *mis la pression* sur Y ou qu'il y avait *trop de pression* sur les skieurs suisses, on a envie d'en changer, mais par quoi?

L'air du temps ne se décrète pas. Nous attendons avec impatience le jour où un sportif dira au micro: «Je voulais leur mettre le feu, mais la pression m'a fait pété les plombs.»

La langue française n'est pas immobile. Elle a encore des ressources d'inventivité qui se réfugient parfois là où on ne les attend pas. Tout cela vaut mieux que de lire: «Le reengineering du management permettra d'accroître le cash flow». Là, j'hallucine! ■

Une science du déchet

Nous produisons de plus en plus de déchets – dans les pays occidentaux, environ 500 kg/hab/an de déchets ménagers – et sous la triple impulsion de la protection de la nature, de la gestion prévoyante des ressources naturelles et de la protection de notre santé, une nouvelle gestion des déchets s'impose.

RÉFÉRENCE

Maystre L.Y. et al. (1994) *Déchets urbains, Nature et caractérisation*. Collection Gérer l'Environnement, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Lausanne. Indispensable pour calculer le QMER, la Quantité Minimale d'Echantillon (de déchets) Représentatif, connaître le Pouvoir Calorifique Inférieur à Volume Constant (PCI) des couches culottes, la teneur en plomb des sacs poubelle, etc.

LE TRI

Une meilleure connaissance des déchets passe par un tri (en 42 classes, pour Genève). La quantité moyenne horaire de déchets triés par personne est d'environ 10 kg. Reconnaître un «meuble» est assez facile, mais la caractérisation de sa composition se complique d'année en année (adjonction de plastiques, mousses, colles, vernis, peintures, qui devraient être éliminés comme déchets spéciaux). L'échantillonnage n'est pas trivial non plus, à cause de la variabilité des déchets: 52 tonnes, de 18 strates, soit environ 140 kilos par 1000 habitants (0,3/1000 de la quantité totale de déchets). Nos déchets urbains non triés contiennent ainsi: 30% de déchets végétaux, carnés et alimentaires, 30% de papier et carton, 10% de verre, 7% d'objets en plastique, 3% en aluminium ou fer, 0,11 de piles, 2,59% de couches culottes.

(ge) Une fois reconnu que «rien ne se perd», qu'il faut bien traiter et entreposer *quelque part* les résidus, on se heurte à NIMBY – Not In My Backyard, pas chez nous, s.v.p. Mais contrastons. «Les déchets solides possèdent un avantage sur les eaux usées: les objets qui les constituent sont plus facilement identifiables à l'œil nu, parce que plus grands et moins trempés que ceux que l'on trouve dans les eaux usées» (p. 29) – heureusement qu'il y a la voix des ingénieurs, pour lesquels il y a toujours une solution (technique), animés de la foi qu'une meilleure connaissance de nos déchets permettra de découvrir des solutions plus rationnelles. Point ici de réticences économistes par rapport aux normes environnementales toujours plus sévères; au contraire, (p. 196) elles ont une heureuse influence: des normes plus sévères accroissent les dépenses de protection de l'environnement, qui induisent le développement de la recherche relative aux risques, recherche qui: 1) suscite le développement de nouveaux produits, entraîne la création de nouvelles entreprises, qui démontrent l'applicabilité des normes; et qui: 2) précise la connaissance des mécanismes et des risques pour la santé, suscitant une volonté politique qui renforce la sévérité des normes, et ainsi de suite! Point ici de réserves politiques aux taxes incitatives: «On a pu constater que, lorsque des collectes sélectives existent déjà, le renforcement de celles-ci et le développement des activités d'information engendre une réduction de la production des déchets mélangés bien plus modeste que celle induite par l'introduction d'une mesure financière, telle que la taxe au volume ou au poids». Il est vrai que l'effet de la taxe se mesure rapidement: juste avant son introduction, il y a de grandes activités de débarras; puis diminution de 20 à 30% des déchets non triés, mais la quantité totale de déchets collectés (triés et non) ne diminue pas, hélas.

Etrangement, il ne semble pas y avoir d'influence du niveau socio-économique sur la composition des déchets ménagers (en comparant les déchets d'appartements subventionnés et non subventionnés); ici, une boîte de sardines ou une boîte de caviar sont des déchets très semblables; de plus, les gens aisés achètent peut-être de meilleurs produits qui durent plus longtemps. Le type d'habitat par contre (villa avec jardin, grand immeuble) est un critère de stratification.

L'identification des déchets *industriels* semble être encore plus difficile, à la mesure de la sophistication des méthodes d'analyse proposées: bilan des flux (sorties=entrées+variation du stock); formalisme entité-relation; approche indirecte par indicateurs (en utilisant des ratios produits/déchets définis dans des entreprises-tests, mais «pour des raisons pratiques, il faut que les entreprises soient collaborantes»... Les entreprises collaborantes sont généralement mieux conduites, d'où des problèmes de représentativité des indicateurs.

Les classifications des déchets reflètent les objectifs du moment; ainsi, les vieilles classifications, encore extrêmement répandues, correspondent à la stratégie de l'élimination au moindre coût, sans considérations écologiques; évolution rapide de ces classifications pragmatiques (pour Genève, 6 classes dans les années soixante, au moins 59 dès 1988). Les déchets continuent à être caractérisés en détail par leur pouvoir calorifique (PCI), en lien avec les chaudières des stations d'incinération; la teneur en eau jusque dans l'aluminium de ménage (30% d'humidité) a été déterminée; en Suisse, les déchets ménagers non triés contiennent entre 2300 et 2700 kcal/kg. Mais ces classifications traditionnelles cachent l'indéniable: les substances élémentaires (chlore, mercure, plomb, zinc, cadmium, cuivre) ne disparaissent pas lors des transformations. Ainsi du mercure dans un système d'incinération: à la fin, 12% de ce qui est entré est rejeté dans l'atmosphère, les autres 88% mis en «décharge stabilisée». Les métaux lourds proviennent de l'encre (cadmium, plomb), des capsules du surbouchage des bouteilles de vin (plomb), des piles (mercure, cadmium), des déchets plastiques colorés (cadmium), du matériel électronique (toute la gamme), des fils électriques (cuivre). Mais ni pour le chlore, ni pour le cuivre, le zinc et le cadmium, les flux d'entrée et sortie ne sont connus de manière satisfaisante. On ne connaît pas non plus les effets sur la santé de doses très faibles mais bio-accumulables, comme le mercure.

L'analyse précise des déchets permet aussi de faire des petits pas réalistes; ainsi lorsque l'on découvre le rôle important que jouent les capsules de surbouchage dans l'accumulation du plomb dans nos déchets (181 g/t de déchets, soit plus d'un tiers du plomb total), pourquoi ne pas changer de capsules? Quant à la taxe sur les sacs... ■

La fin d'un âge d'or

RÉFÉRENCE

Gisèle Ansoorge, *Les Larmes du soleil*, B. Campiche éditeur, Yvonand, 1994.

(cd) Étrange pouvoir que celui de ce livre, qui nous engage profondément dans des valeurs totalement étrangères, si éloignées des nôtres, qu'il semble à peine possible de seulement les effleurer. Et pourtant, on pénètre peu à peu dans le monde de Piki, la «Petite Puce», fille d'un notable sous le règne des derniers Incas, qui retrace son passage du monde de l'enfance à celui de l'âge adulte, passage marqué par la perte irrémédiable du bonheur et de l'innocence.

Cet itinéraire individuel est indissolublement lié à celui du peuple inca, qui vit dans ces pages ses derniers temps. Les envahisseurs occidentaux se hâteront de détruire, par cupidité et ignorance, la richesse culturelle et artistique du Tahuantisuyu, futur Pérou. En attendant cet inéluctable destin, Piki, la gringalette, vit heureuse dans la maison de son père, puis parvient à l'âge tant attendu de son deuxième baptême. Désormais, elle sera Cori, «l'or», symbole de son pays, larmes du dieu Soleil.

Le récit de Gisèle Ansoorge s'articule autour de deux voyages. Le premier, triomphal, amène le père de Cori, toute sa famille, ses domestiques et ses troupeaux, à Cuzco, sur la demande de l'Inca. C'est un immense honneur que d'être réclamé par le maître, et le notable décide d'emprunter la Voie Royale pour se rendre à la résidence de l'Inca. Grâce au regard lucide et désintéressé de Cori, la scène de réception au palais échappe au mythe; la jeune fille souffre de l'humilité de son père, qu'elle juge excessive, et fait de l'Inca un portrait sans complaisance: «(...) je discerne les traits fatigués d'un homme que son père le Soleil ne devrait pas tarder à rappeler à lui. Le visage est émacié, creusé de sillons comme un champ de maïs labouré par la *taccla* (sorte de bêche).» La fin de la scène prend même des allures de comédie. L'audience levée, l'Inca tend son genou au baiser du notable, un genou «sec, calleux, pointu» que le père de Cori baise «avec la ferveur d'un homme amoureux.»

Le deuxième voyage est funèbre. Il conduit Masa, le père de Cori, et toute sa maison à Quito, où va mourir l'Inca, alors que les menaces des envahisseurs se font de plus en plus précises, accompagnées de signes: maladie étrange qui couvre le corps de pustules, tremblement de terre, raz de marée. La mort violente du père de Cori fait de la jeune fille la proie des Espagnols. Troisième avatar, elle se nomme désormais dona Maria de Najara, tandis que son pays devient, dans les massacres, le Pérou.

Piki-Cori-Maria de Najara se souvient pour «redonner vie à ce qui n'est plus, reconstruire ce qui est détruit, et tenter d'édifier en même temps une nouvelle existence.» Exilé en

Espagne, elle pense à son peuple décimé par la maladie et le désespoir. Elle porte sur son visage «les marques d'une naissance suspecte» et n'est plus «qu'une fragile liane entre deux mondes inversés.» Mais l'Espagne, elle aussi, a perdu ses dieux: «Les esprits ont déserté ce pays qui s'est fait le bourreau d'un autre pour lui dérober les larmes du Soleil.»

Bien que la voix narrative ne reflète nullement la vision d'une enfant ou d'une adolescente, mais émane d'un point que l'on pourrait appeler «neutre» ou sans âge, et malgré les nombreuses expressions en quechua (avec glossaire), ce livre exerce un charme puissant dont on émerge, la tête lourde et les yeux vagues, comme d'une profonde plongée dans un univers à jamais disparu. ■

COMPTABILITÉ NATIONALE

Biens collectifs

(ag) DP a souvent souligné l'absence, à côté de la comptabilité nationale, d'une appréciation sérieuse des biens collectifs. Jacques Delors rappelle que de telles considérations, faites il y a trente ans, avaient séduit Pierre Massé, responsable à l'époque du Plan. Mais rien n'a bougé.

A nos yeux, il n'est guère possible d'arriver, avec des méthodes quantitatives, à cerner, chiffres à l'appui, ce qui est du domaine qualitatif. Il faut donc bâtir une série parallèle, faite d'enquêtes et d'estimations, pour arriver à un indicateur de la qualité de la vie. Son rôle ne serait pas d'être une donnée économétrique, mais une donnée scientifique utile au débat politique.

«Votre niveau de vie ne dépend pas seulement de l'argent que vous avez dans votre porte-monnaie et avec lequel vous pouvez acheter des biens et des services sur un marché, il dépend aussi de la qualité et de la quantité des biens collectifs à votre disposition: éducation, santé, transport, environnement urbain ou rural...»(...)

«Or, ces biens collectifs ne sont pas évalués dans la comptabilité nationale de la même manière que les biens et les services particuliers. On ne les voit qu'à travers le poste «équipement collectif» ou «frais de fonctionnement». J'ai demandé que l'on élargisse la comptabilité nationale de façon à ne plus avoir un poste «consommations privées» et un poste «consommations collectives». En vain. C'était toujours l'idée d'avoir, à travers la comptabilité nationale qui, je le répète, est l'instrument sur lequel travaillent tous ceux qui font de l'économie, une vue plus exhaustive de la réalité sociale.» ■

In *L'Unité d'un homme*, Jacques Delors, Ed. Odile Jacob, 1994. pp. 59-60.